



N° 101

26 mars 2021



Veille d'information du CCAS de Marseille

ACTION SOCIALE - POLITIQUES PUBLIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

Protection des données sociales : la Cnil adopte un référentiel complet et précis

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) a adopté le 11 mars 2021 un référentiel pour les **organismes privés et publics qui accueillent, hébergent ou accompagnent sur le plan social ou médico-social** des personnes âgées, personnes en difficulté ou en situation de handicap. De nombreuses structures sont concernées, au premier rang desquelles les CCAS, SSIAD et EHPAD.

[Délibération n° 2021-028 du 11 mars 2021 portant adoption d'un référentiel relatif aux traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement social et médico-social des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et de celles en difficulté, JO n°70 du 23 mars 2021, texte n°47](#)

Un webinaire dédié au retour d'expérience et aux évolutions du travail social suite à la pandémie de Covid-19

La pandémie a profondément bouleversé le travail social et les conséquences ne sont pas encore toutes apparues. Un webinaire le **13 avril 2021** propose un retour d'expérience sur cette évolution et ses conséquences sur l'accompagnement social. Un point sera réalisé sur les difficultés rencontrées et donnera l'occasion de valoriser les réussites que l'agilité, les capacités d'innovation et d'adaptation des travailleurs sociaux ont permis de concrétiser.

[Webinaire "Covid-19 : impact de la crise sur le travail social", le Média social](#)

COHESION SOCIALE - HABITAT - LOGEMENT - PATRIMOINE - URBANISME

Transformer le système de santé et réinvestir les champs sanitaires et médico-sociaux : une circulaire précise les financements

Une circulaire récemment publiée vise à **financer la transformation du système de santé et à relancer l'investissement dans les champs sanitaire et médico-social**. Au total, plus de 15 milliards seront consacrés à ces évolutions. Les agences régionales de santé (ARS) sont chargées de définir la stratégie de manière déconcentrée selon **un calendrier fixé de 2021 à 2025**.

[Circulaire du 10 mars 2021 relative à la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France Relance, Legifrance, 11 mars 2021](#)

La Cour des comptes donne une place prépondérante à la gestion de la crise sanitaire dans son rapport sur la situation des finances publiques en 2020

La Cour des comptes juge que le **rapatriement sanitaire de 242 916 Français de l'étranger a été mené efficacement**. En revanche, le **système éducatif national a intégré de manière très inégale l'enseignement à distance** produisant une consolidation des acquis plus que de nouveaux apprentissages et mettant 600 000 élèves en difficulté du fait d'un manque d'accès aux services numériques. Ces situations induisent un risque accru de décrochage scolaire réversible, entre autres, par la formation au numérique d'élèves et d'enseignants ou la mise à disposition de matériels informatiques.

Les services de réanimation et de soins ainsi que les établissements de santé étaient structurellement peu à même d'absorber l'ampleur des besoins en soins, malgré « *une mobilisation inédite* ».

Et dans les premières semaines du confinement, **peu de moyens étaient disponibles pour assurer l'accueil et l'hébergement des personnes sans domicile fixe**. Toutefois des aides exceptionnelles ont pu être organisées pour l'aide alimentaire sous forme de chèques d'accompagnement et la distribution de masques. Parmi les autres points significatifs l'assurance chômage a épongé un « *déficit historique* ».

[« Le rapport public annuel 2021 - tome 1 », Cour des comptes, 18 mars 2021](#)

DEMOGRAPHIE

Hausse des décès et diminution des naissances en France en 2020

La pandémie a perturbé la démographie française. On note une **surmortalité** par rapport à l'année 2019, sachant qu'une partie de cette hausse est due au vieillissement de la population née en nombre après-guerre (babyboom). **Le Covid-19 a causé 68 000 décès en 2020 souvent pour comorbidités**. En revanche la grippe et les accidents de la route ont provoqué moins de décès.

Le nombre moyen d'enfant par femme est passé de 1,83 en 2019 à 1,79 l'année suivante, les études démographiques estiment qu'en 2021 le nombre des naissances continuera de baisser.

[Meslé F., Pison G., « France 2020 : 68 000 décès supplémentaires imputables à l'épidémie de Covid-19 », Population & Sociétés n° 587, Ined, Mars 2021](#)

DEVELOPPEMENT DURABLE

Amorce et Enedis initient la parution d'un guide pour la transition énergétique sur le territoire

L'association Amorce, qui rassemble près de 1 000 adhérents, constitue un **réseau de partage d'expérience et d'accompagnement des collectivités territoriales** notamment en matière de transition énergétique. Amorce et Enedis ont publié un guide à l'usage des collectivités pour aider à définir et à mettre en œuvre une politique efficace et opérationnelle. À souligner la lutte contre la **précarité énergétique** comme cinquième et dernier axe du guide.

[" Le réseau public de distribution d'électricité au service de la transition énergétique \(ENP72\) ", Association AMORCE, 1er mars 2021](#)

ECONOMIE - EMPLOI - TRAVAIL - CHOMAGE

Le Cese se penche sur les différentes formes de commerce en France

À la demande du gouvernement, le Conseil économique social et environnemental (Cese) dresse un état des lieux du commerce en France sous l'angle de **l'individualisation de la relation client** et des **grandes formes de commerce** (proximité, grandes surfaces, plateformes) orienté à l'aune des transitions numérique et écologique. **Le Cese formule des préconisations opérationnelles** de nature à favoriser le commerce de proximité autour de **5 axes** (dont « *favoriser la conciliation entre différentes formes de commerce* » et « *accompagner la transition écologique du commerce* ») comprenant **18 préconisations**.

[Mission commerce saisine gouvernementale, Cese, 9 février 2021](#)

Le Cese et les investissements stratégiques d'avenir

Le Conseil économique social et environnemental a récemment rendu un avis concernant **les investissements stratégiques à réaliser en soutien de la croissance et de la relance économique**. Il suggère de remettre à plat les normes et autres critères parfois contre-productifs, de conforter le rôle d'un État stratège tout en favorisant la coordination des acteurs notamment régionaux. Il préconise en outre un cadre juridique stable et suggère de favoriser l'orientation de l'épargne des ménages vers des acteurs économiques (entreprises, start-ups technologiques, immobilier locatif intermédiaire). À titre d'exemple, le Cese propose de soutenir le développement de la production d'hydrogène vert et de rénover pour mieux loger. Cet avis donne à réfléchir sur l'avenir et sur les orientations que les citoyens et élus souhaitent lui impulser.

[" Le financement des investissements nécessaires pour l'avenir : enjeux et déclinaisons ", Cese, 24 février 2021](#)

ENSEIGNEMENT - FORMATION

Formation des agents public et des élus locaux : une comparaison à l'échelle de l'Europe

Le CNFPT a récemment publié une **très intéressante étude comparée** sur la formation des agents publics et des élus locaux **de 33 pays européens**. Une grande disparité apparaît dans le traitement de ce sujet par chaque État. L'étude distingue notamment les systèmes d'emploi et de carrière ainsi que l'organisation interne des États, unitaire ou régionale. Des États sont plus particulièrement examinés tels que la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni.

[" La formation des agents publics et des élus locaux en Europe ", CNFPT, 9 février 2021](#)

ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Éthique publique : obligation ou opportunité ?

Dans le cadre des rencontres territoriales des affaires juridiques organisées par le CNFPT, le cabinet Goutal a été missionné pour réaliser une présentation des **obligations en matière d'éthique publique s'appliquant aux collectivités territoriales et à leurs établissements**. La publication du rapport de l'Agence française anticorruption (AFA) en début d'année 2021 (Cf. VigInfo n° 97 du 22 janvier 2021 page 2) fait écho à cette présentation qui a eu lieu le 5 novembre 2020. Des obligations qui nécessitent un **engagement fort et sans équivoque** de la part des équipes dirigeantes tant les attentes des citoyens sont importantes.

[" Ethique publique : mettre en oeuvre ses obligations ", cabinet Goutal, Allibert et associés, 24 janvier 2021](#)

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Une étude sur les mobilités contraintes dans la fonction publique territoriale en 2019

Dans le cadre de la mise à jour de son **répertoire des métiers territoriaux**, le CNFPT a mis en place un groupe de travail associant une quarantaine de collectivités pour étudier les données de collectivités territoriales dont **la ville de Marseille**. Attention, ces données ne sont statistiquement pas représentatives et ne peuvent être vues que comme des tendances. L'organisation par métier **indique les sorties d'effectifs par rapport aux entrées**. Par exemple, en finances : pour 4 départs d'agents, 35 arrivent ; en citoyenneté, affaires administratives et vie associative : 99 sorties pour 231 entrées, ou bien encore en architecture, bâtiment et logistique : 48 entrées pour 114 sorties ; à l'inverse, les domaines éducation, animation et jeunesse : 3 entrants pour 36 sorties ou 0 entrées pour enfance, famille pour 27 sorties.

[" Les mobilités contraintes dans les collectivités, cnfpt.fr, 24 février 2021](#)

Transformation de l'action publique : le jeu de l'approche comportementale

Le gouvernement propose de sensibiliser les agents et les managers pour résoudre des problématiques liées à l'action publique au moyen d'un jeu de plateau disponible en 2 versions : **découverte** et **immersive**. La première version se joue de 2 à 6 personnes et la version plus approfondie peut accueillir de 2 à 12 participants par équipes. Une manière ludique de réfléchir ensemble à des innovations visant à résoudre des problématiques relevant des politiques publiques. La force de **l'intelligence collective** ?

[" Le jeu de l'approche comportementale ", Portal de la transformation de la transformation de l'action publique, 25 février 2021](#)

INTERNATIONAL - UNION EUROPEENNE

Fonds européens : comment se retrouver dans le maquis des financements

L'Union européenne finance chaque année sur le territoire de l'Union de **nombreux projets** visant à **mettre en œuvre les grands axes des politiques publiques** définies par ses instances. **Près de 1 000 milliards d'euros** y ont été affectés sur 2014-2020. Aujourd'hui, une nouvelle période va s'ouvrir. Le site internet *Toute l'Europe* a vocation à recenser de manière exhaustive les aides que les collectivités territoriales, entre autres, peuvent obtenir, pour peu qu'elles les sollicitent.

[" Financements européens : mode d'emploi ", Toute l'Europe, 27 juillet 2018](#)

Le confinement et la santé mentale en France : 1 personne sur 7 de 15 ans et plus présente un syndrome dépressif

La solution sanitaire de confinement pour préserver la population de la contamination au Coronavirus produit des effets sur le psychisme des Français. L'isolement, l'absence d'interactions sociales, les conditions d'habitat, la baisse des revenus conduisent à fragiliser la population et particulièrement les jeunes et les femmes. En mai 2020, **22 % des 15-24 ans traversent ou ont traversé un état dépressif**, soit 12 points de plus qu'un an avant, et **16 % des femmes** (15,5 % en 2019). Les violences conjugales ont également progressé de **9 %**.

[« Confinement du printemps 2020 : une hausse des syndromes dépressifs, surtout chez les 15-24 ans - Résultats issus de la 1^{ère} vague de l'enquête EpiCov et comparaison avec les enquêtes de santé européennes \(EHIS\) de 2014 et 2019 », Études & Résultats n° 1185, Drees, Mars 2021](#)

SOCIÉTÉ : MODES ET NIVEAUX DE VIE

En 2019, hausse des taux d'équipements électroniques des foyers avec des inégalités toujours marquées

En France, 83 % des ménages disposent d'un ordinateur ou d'une tablette chez eux et 96 % d'un téléphone portable. Ces pourcentages ne cessent d'augmenter depuis 2004 dans toutes les catégories de populations. **Mais les écarts se maintiennent entre les âges**, malgré une augmentation des équipements chez les plus âgés, et **entre les niveaux de vie** : 68 % des ménages les plus modestes (1^{er} décile) ont un ordinateur et 75 % d'entre eux ont un accès à internet contre respectivement 95 % et 96 % pour les ménages parmi les 10 % les plus riches.

[Gleizes F., Legleye S., Pla A., « Ordinateur et accès à Internet : les inégalités d'équipement persistent selon le niveau de vie », Insee Focus n° 226, 23 février 2021](#)